

n'est pas simplement de l'argile aux yeux des vrais catholiques. La voici :

Mais comment l'unité de l'Italie pourrait-elle se concilier avec la souveraineté du pape ? Nécessairement l'une détruirait l'autre.

Et comment, demanderons-nous à notre tour, l'unité de l'Italie se concilie-t-elle avec l'autonomie de la république de San Marino ? Et encore, comment se conciliait-elle avec l'Etat pontifical après les spoliations de 1860 ? L'Italie est réputée *une* maintenant ; elle l'était après l'annexion de la Vénétie en 1866 ; pourquoi le serait-elle moins, si le pape, le plus italien des princes, possédait aujourd'hui ce qu'il avait avant le 20 septembre 1870 ?

Mais, qu'on veuille bien le remarquer, en formulant cette idée, nous ne prétendons sacrifier aucun des droits sacrés et historiques de la papauté ; bien moins encore prétendons-nous suggérer un moyen pratique de concilier ensemble la souveraineté du pape nécessaire au monde et l'unité plus ou moins dangereuse de l'Italie. Ce que nous voulons, c'est simplement montrer par des exemples combien faux il est de regarder la souveraineté du pape comme incompatible avec l'existence d'un Etat qui embrasse presque toute l'Italie dans ses frontières géographiques. Pour le reste, c'est au pape, et au pape seul qu'il appartient d'en décider.

Quant à la question elle-même, si l'on met d'un côté les malheurs, les humiliations, les dangers, les anxiétés et les discordes suscitées par la question romaine, et de l'autre, le petit inconvénient qu'il y aurait à ce que quelques provinces fussent soustraites à l'autorité des princes de Savoie, quel est l'homme de bon sens, fût-il un italienissime, qui ne s'écriât : "Rendez de suite toute chose et sortez de cette impasse, aujourd'hui plutôt que demain, et demain plutôt qu'après-demain."

Il a fallu toute la haine franc-maçonnique contre la papauté et toute force de volonté diabolique et sectaire des loges, pour aveugler à ce point l'Italie gouvernementale et lui enlever tout bon sens. Eh quoi ! ces patriotes acharnés ne verront-ils donc jamais ce que tout le monde voit ? que Rome peut parfaitement rester libre avec le pape, sans compromettre l'unité italienne.

Non, ils ne le voient pas. Aussi vont-ils vite à la ruine : la machine à laquelle ils ont donné comme principe-moteur, non l'amour de la patrie, mais la rage antichrétienne est déjà toute détraquée : elle va se démantant tous les jours. Comment en serait-il autrement ? Toutes les lois du droit, de la politique, de la religion et de l'histoire ont été foulées aux pieds. L'absurde mène nécessairement à la ruine.

Déjà en 1861, Joseph Ferreri disait devant la Chambre à Turin que la question pontificale est une question qui embrasse le monde et dans laquelle tout est grand et terrible. Aujourd'hui, tous les publicistes sérieux le disent, l'Italie s'effondre et se précipite vers la république démagogique et socialiste et par ailleurs, le monde catholique semble se réveiller et rouvrir les yeux sur cette Rome.

U'siede il Successor del maggior Piero.

L'Italie va donc à un cataclysme, et alors, retournant l'objection, nous demanderons : comment l'unité italienne pourrait-elle exister sans la souveraineté pontificale ?

Mais, direz-vous, voulez-vous donc que l'Italie périsse ?

Non, mille fois non. Nous voulons au contraire qu'elle vive et qu'elle vive longtemps. Le cœur nous saigne de la voir livrée à la confusion à laquelle elle est réduite ; il nous fait mal de la savoir rongée par le ver du *regionalisme* et ouverte, comme une place sans défense, à l'artillerie ou à la diplomatie européenne. Et c'est pour cela qu'à cette *unità factice* nous voudrions voir substituer en Italie une unité vraiment efficace. Pourquoi n'y aurait-il pas *union* de l'Italie avec le pape et par le pape libre et indépendant ? Pourquoi ne verrait-on pas reparaitre d'une manière plus stable, si on le veut, la grande union italienne faite par les papes à certaines époques historiques ?

Si le bras de Dieu ne s'est pas raccourci, le pouvoir et la bonne volonté des papes n'ont pas diminué : comme ils arrachèrent l'Italie à la domination allemande, de même ils peuvent encore la sauver de l'esclavage auquel elle s'est condamnée. Léon XIII a, en maintes occasions, affirmé son patriotisme, et il n'est personne qui le mette en doute.

Que s'il revendique ses droits et si ses revendications émeuvent le monde, à qui la faute ? n'est-ce pas à vous, révolutionnaires italiens qui, en détruisant la liberté pontificale, avez jeté un défi solennel à Dieu et au monde ? Si vous ne vouliez pas voir les nations intervenir contre vous en faveur du pape, vous ne deviez pas mendier ou acheter leur intervention pour vous contre le pape ; vous ne deviez pas céder à Napoléon Nica et la Savoie afin de vous assurer l'impunité pour le vol des Romagnes ; vous ne deviez pas, sans déclaration de guerre, exterminer son armée à Castelfidardo pour vous approprier l'Ombrie et les Marches ; vous ne deviez pas jurer de ne jamais entrer à Rome par la violence, et ensuite y pénétrer à coup de canon et lui ravir son trône ; vous ne deviez pas lui promettre les honneurs royaux dans sa prison du Vatican et le traiter ensuite

comme Jésus-Christ au prétoire ! Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que, ayant foulé aux pieds les droits de tous, vous vous trouviez en butte aux attaques de tous ? Vous avez semé le vent, vous récolterez les tempêtes. Puisse l'Italie vraie être épargnée !

J'ai fini. Cependant, avant de quitter pour un temps du moins cette question, je me sens pressé de vérifier le titre de cet article.

Notre jeune pays s'est assuré de belles pages dans l'histoire de la papauté et de l'Eglise dans cette époque troublée. Partout et toujours, nos évêques ont tenu haut le drapeau du pape : sur le terrain de la théologie comme sur celui de la politique, ils ont compris qu'il n'y avait qu'un catholicisme, celui qu'enseigne le pape. Leurs mandements, leurs décisions conciliaires, leurs pèlerinages à Rome resteront pour le redire aux générations futures. A leur suite, notre clergé s'est rangé autour du trône pontifical avec un enthousiasme admirable : chaque article du Syllabus, chaque droit de l'Eglise, chaque privilège du pape a trouvé dans ses rangs un défenseur convaincu. Aussi, le peuple canadien a-t-il en toute circonstance acclamé le pape opprimé. A Mentana, à la Porta Pia, nous avions des nôtres parmi les zouaves : de Charette l'affirmait naguère, les *custors* se battaient bien. Ici, après douze ans, quelle réception enthousiaste ne recevait pas, il y a quelques mois, l'un des héros des grandes luttes ! Montréal et Québec se portaient au-devant de lui comme au-devant d'un roi. Nous sommes donc Romains !

Si notre passé est beau, notre avenir le sera. Est-ce que nous ne pourrions pas le rendre plus beau encore ? Certes, je le sais, un mot suffirait pour rallier les zouaves et les multiplier. Mais, j'oserais demander, pourquoi les catholiques du Canada ne tiendraient-ils pas à honneur d'avoir leur sentinelle à Rome ? D'après notre constitution, comme colonie anglaise, il ne nous est peut-être pas permis d'avoir un agent diplomatique près du Vatican : ne pourrions-nous pas du moins y maintenir un chargé d'affaires sinon officiel du moins officieux ? Au milieu des délaissements auxquels quelques gouvernements d'Europe ont déjà condamné le pape, et de ceux que d'autres lui préparent encore, il serait honorable pour nous de lui offrir cette preuve de notre dévouement filial. Prêtre ou laïc, mais homme d'intelligence, de tact et de foi, ce représentant du Canada catholique près du pape prisonnier, recevrait sûrement un accueil paternel.

Il pourrait aussi se rendre utile au Canada, et en tous cas, il en serait comme la sentinelle d'honneur.

GIULIO.

## LITTÉRATURE

Sir Thomas Brosey est rendu au troisième volume de son grand ouvrage sur la marine anglaise.

Il paraît que le monde littéraire va être affligé des *Mémoires d'Oscar Wilde* et d'un récit de son voyage en Amérique. Nous ne lui avons pourtant fait aucun mal.

Dernièrement, la maison Asgood a publié en volume le dernier ouvrage de M. Howell, *A Moderne Instance*, qui avait déjà vu le jour dans une revue.

On annonce la prochaine publication de la suite des *Mémoires de Greville*. On peut s'attendre à voir de jolies colères dans la haute société anglaise.

On va mettre en volume les discours, lettres et autres écrits du président Garfield. Ils formeront deux volumes.

Le prince Nicolas, du Monténégro, est l'auteur d'un drame en trois actes qui sera mis prochainement sur la scène française. Il a pour titre : *L'Impératrice des Balkans*.

On a publié, à Paris, la *Confession de Ste-Benve* ; l'éditeur est M. Nicolardot. Il paraît que ce livre, malgré la teinte accentuée de scandale qui le distingue, n'a eu qu'un médiocre succès.

L'historien Bankroft n'en est encore rendu qu'à la première élection présidentielle, et il est âgé de 84 ans. Il jouit encore d'une excellente santé, fait sa promenade à cheval tous les jours ; mais il est tout de même douteux qu'il puisse finir son travail.

Le livre de W. R. Plum, sur l'emploi du télégraphe durant la guerre américaine, contient de curieux détails sur les exploits des opérateurs, leurs services et sur les différents systèmes de chiffres tour à tour en usage par les chefs des deux armées.

M. Ripley, qui a collaboré plus ou moins régulièrement à une douzaine de grands journaux américains, qui a été un des directeurs des publications de la maison

Harper, et un des deux rédacteurs de *l'Encyclopédie d'Appleton*, a fourni à M. Trothingham la matière d'un livre très intéressant, surtout pour les journalistes.

L'ouvrage de Lewis Rosenthal, sur l'influence exercée en France par les idées américaines au dernier siècle, donne un historique assez complet, et appuyé sur de nouveaux documents, des relations de sympathie populaire entre les deux pays, manifestées par l'expédition de Lafayette. C'est probablement pour cela que les Etats-Unis ont montré, depuis, si peu de sympathie pour la France.

Ceux qui veulent se persuader que le Canada n'est pas seul à rencontrer des difficultés dans le règlement de ses frontières, peuvent lire l'ouvrage de M. C. W. Bowen, sur les frontières du Connecticut. La discussion dura près de deux siècles avec les Etats de New-York, du Rhode-Island et du Massachusetts. L'ouvrage est enrichi de cartes anciennes et précieuses pour tous ceux qui s'occupent de l'histoire du Canada et des Etats-Unis.

On annonce en même temps une *Vie de Garibaldi* et une *Vie de Victor-Emmanuel*.

## DAVID TÉTU

ET

LES RAIDERS DE SAINT-ALBAN

### ÉPISODE DE LA GUERRE AMÉRICAINE

1864-1865

(Suite)

VI

C'était en 1864. Depuis trois ans déjà, la guerre sévissait aux Etats-Unis, guerre désastreuse qui épuisait en même temps la richesse, le sang et le moral de la nation. Les Canadiens-Français, toujours plus ou moins antipathiques aux Yankees, leurs ennemis séculaires—ces Bostonnais d'autrefois, contre qui ils ont eu si souvent maille à partir sous l'ancien comme sous le nouveau régime—faisaient les vœux les plus ardents pour le succès des soldats du Sud, et n'eût été leur devoir de loyauté envers la mère-patrie qui leur commandait de garder la plus stricte neutralité, ils n'auraient pas manqué d'aller donner leur courage et leur sang à ceux qu'ils regardaient comme leurs frères.

En effet, c'était en partie la race française qui combattait dans le Sud. Chacune de ses défaites était une angoisse pour les cœurs canadiens, chacune de ses victoires un rayon de bonheur.

Quant aux causes de la guerre de sécession, on croyait les connaître ici, et on n'y trouvait rien qui pût faire changer les sympathies des Canadiens, rien qui pût plaider en faveur des Etats du Nord.

« Depuis longtemps, écrit le R. P. Mothon dans une étude aussi admirable de précision que de forme, les fédéraux étaient jaloux des planteurs opulents auxquels le sol fournissait d'inépuisables richesses, tandis que leurs manufactures étaient sujettes aux crises et aux fluctuations périodiques de l'industrie. Ils rêvaient des tarifs douaniers qui, frappant lourdement le tarif avec l'étranger, auraient ouvert des débouchés aux produits manufacturés du Nord et auraient fait leur fortune aux dépens des contrées agricoles du Sud, dont toute la richesse consistait dans l'exportation des produits du sol. Tel fut, au fond, la véritable cause de la guerre de sécession ; l'esclavage n'en fut que le prétexte, car les plus grands hommes politiques du Sud étaient d'avis, comme ceux du Nord, de supprimer cette institution déplorable, mais en abolissant d'une manière progressive et en ménageant les droits acquis. »

Ce n'est pas ce que voulaient les fédéraux, et ils aimaient mieux ruiner tout d'un coup ce peuple qu'ils jalouaient, malgré d'étroits liens de fraternité, en donnant de suite aux noirs une liberté que ceux-ci n'avaient pas appris à connaître et dont ils ne soupçonnaient ni les abus, ni les dangers.

Outre ces motifs de sympathie que les Canadiens entretenaient pour les Sédistes, la science militaire des fédéraux ne leur inspirait qu'une médiocre admiration, leurs victoires ne soulevaient nullement leur enthousiasme, et ils trouvaient bien des choses à reprendre dans leur mode de faire la guerre. Ne savait-on pas qu'au mépris de toutes les lois et par des manœuvres indignes d'une nation civilisée, le Nord, pour soutenir sa lutte fratricide, allait recruter à l'étranger, et même au Canada, la chair à canon qu'il amoncelait sur les champs de bataille afin d'y planter son drapeau ?

Composées en grande partie de mercenaires, les armées fédérales n'étaient pas sans rappeler un peu les hordes barbares du moyen âge. Sans pitié pour leurs ennemis, sans souci des lois les plus élémentaires, elles étaient accusées de commettre souvent d'affreux pillages et de se souiller par des massacres injustifiables.